solidarité ouvrière

Organe de l'Alliance syndicaliste
(Courant syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste d'expression française)

HUITIEME ANNÉE — N° 78 — PRIX : 2 F — PUBLICATION MENSUELLE N° CPPAP : 130D73 — JANVIER-FÉVRIER 1978

V'LA LA RELÈVE !

Jimmy CARTER :

L'impérialisme à visage humain ?

LA Pologne, l'Inde, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la France... ce n'est pas le programme d'un voyage organisé pour les vacances prochaines, c'est la tournée effectuée par le Président Carter, le promoteur de l'impérialisme à visage humain, le champion de la défense sélective des droits de l'homme.

Le but de ce voyage, Carter l'a défini en niant avoir des objectifs stratégiques, affirmant au contraire qu'il poursuivait des valeurs morales et humanitaires. Quelques exemples montreront ce qu'il en est.

En Iran, gendarme des multinationales dans cette région du monde, un des régimes les plus sanguinaires du moment, les deux chefs d'État ont fait assaut de politesses et de grâces, Carter déclarant au shah : « Il n'y a pas d'homme pour qui j'éprouve un sentiment plus profond de gratitude et d'amitié personnelles » ; le shah répondant qu'il avait « toujours hautement considéré l'humanisme, la liberté (...) qui sont les qualités distinctives du peuples américain ».

Peu avant, en Pologne, Carter avait fait allusion aux droits de l'homme, mais en Iran, il ne les évoque que pour affirmer que cette noble cause est « profondément partagée par les dirigeants de ces deux pays ». La clé de cette vision sélective de Carter sur la question des droits de l'homme se trouve dans la conclusion de sa déclaration :

« Il n'existe aucun autre pays plus proche de nous en ce qui concerne la programmation de notre sécurité mutuelle ».

Les choses deviennent plus claires. L'Iran a de longues frontières avec l'URSS et constitue un des points stratégiques les plus importants dans le dispositif de sécurité américain. L'Iran en outre est un des premiers fournisseurs de pétrole des États-Unis.

Le pétrole et la défense furent également les sujets principaux de discussion en Arabie Saoudite. Ce pays fournit 25 % du pétrole importé par les USA. Livraison régulière et stabilité politique : voilà les enjeux. Pour la stabilité politique, 12 milliards de dollars de matériel militaire ont déjà été achetés par l'Arabie Saoudite. Un camp militaire permettant à 70 000 hommes de s'entraîner va être construit : 1 milliard de dollars. En outre, 60 des appareils les plus modernes de l'aviation américaine vont être livrés. D'ici à 1984, l'Arabie Saoudite va acheter pour 30 milliards de dollars de matériel, de missiles, de chars, d'avions. Six mille conseillers militaires américains (25 000 en Iran) sont déjà sur place.

Et le plus rigolo dans l'histoire, c'est qu'à l'ordre du jour des discussions avec Giscard se trouvait un point sur la limitation des ventes d'armes !

La dernière étape du voyage humanitaire de Carter fut marquée par deux événements notables : la prise de position du département d'État américain (assortie de menaces de sanctions économiques) contre la participation des communistes au gouvernement en Italie et dans le reste de l'Europe, et la rencontre entre Carter et Mitterrand.

L'Italie est le pays d'Europe le plus susceptible d'avoir, dans l'avenir immédiat, des communistes au gouvernement. C'est aussi le pays d'Europe où les communistes sont les plus puissants. Le point de vue de Carter et des trilatéralistes est qu'il faut renforcer la Communauté économique européenne car alors, elle sera en mesure d'imposer ses orientations à l'Italie. Voici ce que dit George Ball, un des membres de cette honorable association, à « l'Express », hebdomadaire italien :

« La CEE a la capacité de réduire sérieusement le niveau d'activité économique de l'Italie par toute une gamme d'expédients — de l'imposition de restrictions sur les importations agricoles à l'arrêt des aides régionales ».

Que se passerait-il si les communistes arrivaient au gouvernement ? Ce même George Ball nous le dit : fuite de capitaux, exode de personnalités importantes de la finance et de l'industrie, tarissement de l'investissement, désengagement des multinationales, accroissement du chômage. Alors, « ... Si les nations de la CEE, ensemble avec les États-Unis, manquaient de soutenir une opération de sauvetage par le Fonds Monétaire International, l'Italie pourrait vite se trouver dans une sévère panique financière ».

Dans ce cas, dit toujours ce charmant individu, « les communistes au gouvernement choisiraient certainement des mesures répressives qui démasqueraient sans équivoque leurs instincts antidémocratiques ».

C'est ce qu'on appelle la stratégie de la déstabilisation. Mais en fait, il n'y a pas de raison d'attendre l'arrivée des communistes au gouvernement : on peut commencer dès maintenant à créer une situation de chaos qui prépare le terrain pour un coup d'état militaire qui « rétablira l'ordre ».

Ce scénario est aussi valable pour la France. Mais il y a une différence entre l'Italie et la France : en Italie, la démocratie chrétienne n'est plus capable d'exercer le pouvoir, de détruire le parasitisme, de démanteler les structures improductives, bref de rationaliser l'appareil de production. En France, la fraction du capital financier au pouvoir a amplement montré son aptitude à rationaliser l'appareil de production dans le sens des intérêts des multinationales américaines. Le point commun avec l'Italie est que, ni dans un pays ni dans l'autre, le gouvernement américain ne veut de communistes au pouvoir.

Autant que possible, Carter et sa clique essaieront d'éviter le risque de voir les communistes au gouvernement. On jouera donc sur la peur des désordres pour décourager les modérés, les hésitants, les centristes tentés par un vote à gauche. C'est beaucoup plus efficace que les menaces directes.

Ainsi, quand Kissinger et Ford ont menacé l'Italie de l'exclure de l'OTAN si des communistes venaient au gouvernement, Carter a jugé cela maladroit. L'attitude convenable, a-t-il dit, était celle d'Helmut Schmidt, qui a déclaré que l'aide allemande serait remise en question.

« J'estime que si les pays démocratiques s'expriment franchement, énergiquement et ouvertement, ils ne font qu'exercer légitimement leur influence ».

En jouant sur la peur des électeurs modérés et sur le renforcement de la social-démocratie — avec laquelle Carter s'entend très bien, du moins pour la section allemande — le capital nord-américain s'assure pour l'avenir. C'est le sens de la rencontre Carter-Mitterrand. Le président américain ayant souligné le « rôle bénéfique » de Mitterrand dans la politique française. Interrogé par les journalistes, le dirigeant socialiste déclara que le succès de la gauche aux élections est « parfaitement compatible avec une politique d'amitié et de concours avec le peuple américain », ce qui, dans la langue de bois des politiciens, signifie tout simplement : « Nous ne porterons pas atteinte à la puissance des multinationales américaines sur le territoire français ».

Ainsi, en comparant simplement les déclarations et les faits, on voit clairement que le voyage de Carter n'avait rien de moral ni d'humanitaire. Mais alors, qu'est-ce que cela signifie ? Quelle politique se cache derrière cette apparente incohérence ? Cela s'appelle « nouvel ordre économique international » et le cerveau en est une association appelée « Commission trilatérale ». **C'est une organisation destinée à renforcer la coopération entre les États-Unis, l'Europe et le Japon.** Parmi les membres les plus éminents, se trouvent M. Carter lui-même, Brzezinski, un de ses principaux conseillers, Mondale, vice-président des États-Unis, David Rockefeller et bien d'autres. Pour l'Europe, citons Giovanni Agnelli (Fiat), Raymond Barre, René Bonéty (CFDT), Michel Debatisse (FNSEA), Paul Delouvrier (EDF), J. de Fouchier (Banque de Paris et des Pays-Bas), Pierre Jouven (Pechiney Ugine Kuhlman), Roger Martin (Saint-Gobain-Pont-à-Mousson). L'un des objectifs de cette association est de resserrer les liens entre pays capitalistes développés pour faire face à la progression électorale des communistes en Europe de l'Ouest, et pour faire face au Tiers-Monde.

Autrement dit, unifier le Nord industriel pour imposer ses conditions au Sud sous-développé et producteur de matières premières.

Ces messieurs pensent que les démocraties libérales tendent à devenir « ingouvernables » et qu'elles sont menacées par les intellectuels et les journalistes. Il faut donc renforcer le principe d'autorité. Les intellectuels en effet développent un irrespect pour le pouvoir et leur action doit être tenue en échec par un contrôle de l'information aux sources et par une sélection plus rigoureuse dans l'enseignement. *

L'image d'un Jimmy Carter épris de justice, honnête et religieux se ternit peut-être un peu. Mais notre compréhension de la situation actuelle s'en éclaire d'autant. Et si comme il l'a annoncé, il se reconvertira en missionnaire à la fin de son mandat présidentiel, nous savons que ce sera en missionnaire de l'impérialisme.

* Autrement dit : Hersant-Haby, même combat !

Des militants de

Saint-Nazaire proposent ...

UNE IDÉE A DÉBATTRE

LES dernières grèves de 24 heures de l'EDF, avec préavis, s'étaient déroulées sans grand bruit. Les patrons avaient le temps de voir venir ét ainsi de nous faire récupérer en nous faisant travailler le samedi. Le résultat sur le plan revendicatif étant nul.

Aujourd'hui, avec les coupures sans préavis, les réactions patronales sont virulentes, signe que les travailleurs de l'EDF ont vu juste.

Si on compare les deux méthodes, cela prouve que lorsque les travailleurs sortent de la production, qu'ils tiennent tout entière entre leurs mains, cela ne nuit pas au système. Par contre, ils démontrent toute leur puissance quand ils se servent des moyens de production pour les mettre au service de leurs revendications et de leurs volontés.

Pourtant, rien que dans le secteur EDF, ces grèves peuvent être perfectionnées, la technique le permet. Par exemple, il est possible de priver de courant le chantier tout en alimentant tout le secteur des HLM où nous habitons, de façon que les ascenseurs continuent à fonctionner.

Il faut que nous sortions de la routine, si l'on veut mettre les atouts de notre côté. Dans tous les secteurs où c'est possibble, notamment les services publics PTT, SNCF, bus, nous pouvons mener des luttes qui d'une part mettent en difficulté l'adversaire de classe et d'autre part, unissent les travailleurs en lutte aux autres travailleurs.

~~Souvenons-nous de cette grève des~~ PTT en 74 et de la combativité des postiers. Résultat : néant.

Les grèves de la SNCF, de la RATP, soulèvent régulièrement le mécontentement des usagers qui ne sont autres que leurs camarades travaillant ailleurs.

Que faire d'autre ?

— A la SNCF, faire tourner les trains de voyageurs sans faire payer le voyage ; dans les bus même chose.

— Aux PTT, faire appel à tous, pour ne pas timbrer les lettres et n'acheminer que les lettres non affranchies. Bloquer tout ce qui est courrier patronal et publicitaire, etc. Aux postiers de voir !

— A l'EDF, sectorialiser les coupures sans préavis de façon à nous gêner le moins possible et à gêner le plus possible les entreprises capitalistes.

Exiger comme viennent de le revendiquer les travailleurs de chez Renault-Billancourt, quand le chômage partiel nous frappe (ici, Chantiers, AFO, SNIAS) le paiement intégral de notre salaire, en prenant les moyens adéquats pour faire aboutir la revendication. Par exemple, eux, ils ont refusé de ravitailler les chaînes de montage.

Et en généralisant cet exemple, quand les licenciements frappent, exiger que soit payé notre salaire intégral garanti. La justification de cette revendication consiste dans le fait que, licenciés ou pas, la production globale des biens dont nous avons besoin pour vivre ne diminue pas. Revendiquons notre part ; revendiquons notre droit à la vie.

Ces pratiques-là ne viendront que de nous, que de notre volonté à combattre nos exploiteurs et à s'associer pour être efficaces. Des luttes dans ce sens-là se sont déjà faites.

Par exemple :

— Le 1er décembre, des enseignants de Trignac, Montoir, Saint-Nazaire, plutôt que de défiler avenue de la République et de laisser leur journée de salaire dans les caisses de l'État, n'ont pas cessé le travail, mais ont versé leur journée aux ouvriers de PLUIDOR, en grève depuis plusieurs mois.

Là est sans doute une des armes des enseignants, qui ne produisent aucun bien matériel, leur fonction étant de transmettre des idées.

— Cette année, les travailleurs des bus nantais (STAN) ont fait tourné les bus gratuitement dans la plus grande joie des usagers travailleurs, afin de faire aboutir leurs revendications.

— Des mécanos en grève ont réparé à l'œil.

— Dans différents hôpitaux, des soins gratuits ont été donnés.

— Les caissières d'un super-marché de Toulouse débrayent sur le tas et laissent passer les clients.

— Face aux menaces de licenciements, des travailleurs de Rhône-Poulenc Roanne demandaient un salaire égalitaire pour tous avec ou sans emploi.

Face aux menaces de lock-out aux chantiers, que peut-on faire ?

Organiser l'information auprès de tous et mettre en œuvre les moyens de gagner pour les travailleurs.

Une suggestion :
Soustraire des prochaines factures EDF les heures de lock-out non payées par le chantier.

C'est la riposte que peuvent proposer et mettre en application les organisations syndicales si elles sont solidaires de l'action menée par les travailleurs de l'EDF, et si elles ne veulent pas nous voir courber l'échine devant les décisions de la direction des chantiers.

Pas de récupération le samedi ni perte de salaire. L'EDF doit payer !

(Réflexion de travailleurs de Saint-Nazaire)
Supplément à l'Intersyndicaliste No 180

LE LANGAGE DU POUVOIR

JE suis tranquillement installé dans mon fauteuil, avec un roman, une bière et ma pipe, la radio ouverte en sourdine sur France-Inter. Je hausse le ton pour écouter les nouvelles, des fois que la révolution soit déclenchée sans que je sois au courant. Non, c'est pas pour cette fois. Tout à coup, je dresse l'oreille. Le speaker raconte qu'il y a beaucoup de Français qui vivent à l'étranger, qu'ils sont séparés de leurs familles, de leurs amis, comme c'est triste ; Noël approche, fête familiale par excellence, et ils sont loin, mais, heureusement, France-Inter est là, et grâce à notre radio nationale qui pense à tout, Madame Machin, qui est au Brésil depuis vingt-cinq ans, va pouvoir parler au téléphone à sa famille restée en France, allô, bonjour, je t'entends très bien, quelques instants, on va les laisser entre eux, comment vas-tu, ça va et toi, moi ça va et toi, bon ben, il fait beau là-bas ? etc... Alors le speaker nous dit que c'est merveilleux, voilà une famille réunie pendant on n'est pas des voyeurs, et il nous balance un coup de violons dans les oreilles.

Alors je me dis, au fond, c'est pas bête comme idée, pour une fois qu'ils prennent une initiative sympa, réunir des gens qui sont séparés et tout ça...

Deux jours après, un journal trouvé dans le métro m'apprend que le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour les Français résidant à l'étranger : ils bénéficieront de la Sécurité Sociale, des allocations familiales, et tout et tout, enfin tout va bien, quoi.

Alors je me dis : au fond, c'est vrai, ça, c'est pas parce qu'on va à l'étranger qu'on ne devrait pas profiter des avantages dont bénéficient les copains restés sur place. Pour une fois, le gouvernement fait un truc pas bête.

Le lendemain, dans la cohue du métro, je lis par-dessus l'épaule d'un gars que les Français résidant à l'étranger pourront voter dans la circonscription de plus de 30 000 habitants de leur choix. Alors là, je me dis décidément, ces gens-là sont l'objet d'étranges sollicitudes. Et je me dis aussi que si on réside à l'étranger, on doit bien être de quelque part, donc pourquoi ne pas s'inscrire sur les listes électorales dans ce quelque part ? Ou alors, si on est parti depuis si longtemps qu'on n'a plus aucun lien en France, qu'est-ce qu'on a besoin de voter ?

Et l'idée qui me vient peu à peu trouve sa confirmation le lendemain quand j'apprends que le Ministère des Affaires Étrangères avait envoyé une circulaire aux Français expatriés, pour leur conseiller de s'inscrire prioritairement là où le candidat de la majorité risque d'être en difficulté.

Bon sang, mais c'est bien sûr ! Alors, le coup du mélo des familles séparées au moment de Noël, les mesures sociales et tout ça, ça faisait partie de tout un plan savamment organisé de magouille électorale. Et moi, pendant quelques jours, j'ai marché ! Pendant quelques jours, j'ai attribué au gouvernement le crédit d'une action désintéressée ! J'en frémis encore.

Jamais on ne le répétera assez : chaque fois que le pouvoir ouvre la bouche, c'est pour mentir, tromper, manipuler. Chaque fois que le pouvoir fait un geste, en apparence le plus désintéressé, c'est pour dominer, manipuler, tromper.

Jamais nous ne serons assez vigilants pour éviter de tomber dans les pièges souvent subtils que nous tend le pouvoir. Rarement avons-nous eu une illustration aussi éclatante que la lutte économique et politique des libertaires doit impérativement s'accompagner d'un combat idéologique.

P.S. : Mais j'y pense, si on fait voter des Français qui travaillent à l'étranger, pourquoi ne ferait-on pas voter les étrangers qui travaillent en France ? Tant qu'à voter, hein ?...

« Minus 7 » est un journal publié par un groupe de militants socialistes libertaires de Hong-Kong. Ce journal est conçu comme un moyen d'établir des contacts avec des camarades d'autres régions du monde. Grâce à l'accès à des informations sur la Chine continentale, les camarades de Hong-Kong se sont consacrés à la diffusion de nouvelles et d'analyses sur la situation en Chine. Le journal est écrit en anglais.

Pour tout renseignement, écrire à : MINUS 7 - 180 Lockart Road - 1st floor Wanchai — Hong-Kong.

* *

Terreur impérialiste et Lutte des classes

EN 1985, l'Union soviétique pourrait déclencher une attaque surprise vers les silos souterrains dans lesquels sont stockés les mille « Minuteman » américains ; cette offensive les détruirait dans leur quasi-totalité. A ce moment, les États-Unis d'Amérique sont encore en mesure, avec une partie de leur aviation stratégique et leurs six cent cinquante-six missiles sous-marins, d'annihiler les villes soviétiques. Ils ne le feront pas, affirme un sénateur démocrate de New-York, M. Straton, « les Soviétiques ayant en réserve des milliers d'ogives nucléaires, toute décision de notre part de lancer nos missiles sous-marins en représailles serait suivie selon toute probabilité d'une contre-attaque contre nos villes ». Entre temps, et devant la passivité stratégique des USA, les troupes du pacte de Varsovie occupent l'Europe occidentale, ravagée par les armes nucléaires tactiques.

Tel est, résumé à l'extrême, le scénario discuté actuellement par les penseurs yankees de la dissuasion ; l'élément nouveau, paraît-il, se révèle être l'extrême précision des nouveaux missiles soviétiques capables dans un proche avenir de frapper une cible à deux ou trois cents mètres près, c'est-à-dire de réduire à néant – au sens propre –, et au cours d'une première frappe, l'arsenal terrestre des représailles de destruction massive. Ce que nos culottes de peau à nous ont enterré dans le plateau d'Albion. Le subtil équilibre de la mutuelle annihilation est en passe d'être rompu ; celui qui frappera le premier pourra gagner...

L'invulnérabilité des forces de représailles étant remise en question, les stratèges et autres cerveaux galonnés envisagent de lancer la riposte à la première alerte.

Les choses en sont là actuellement. Elles sont révélatrices de l'exacte mesure du monde de la fin du XXe siècle, des blocs politico-militaires, des « empires », aurait-on dit autrefois, qui se partagent la planète. Empires basés plus encore que par le passé sur la terreur. Personne ne peut imaginer ce qu'il adviendrait des régions et des populations frappées par le feu nucléaire, alors que l'on sait qu'une bombe moyenne explosant sur Paris briserait les vitres de Bordeaux.

Ces énormes puissances de destruction n'ont qu'un but, celui de maintenir en place les classes dirigeantes, qu'elles tiennent leur pouvoir et leurs privilèges du capitalisme classique, aujourd'hui supranational, ou du capitalisme d'État. Il ne semble pas qu'elles acceptent une quelconque modification du *statu-quo* dans les pays industriels, réservant l'affrontement ouvert, armé, dans les régions naguère colonisées où le contrôle des sources de matières premières, des marchés et des bases stratégiques par l'une ou l'autre des super-puissances est sans cesse remis en question à coups de guérillas et de putschs militaires. Doublement triste le geste de l'Afar qui lance une grenade dans un café issa, pensant combattre son ennemi héréditaire, alors qu'il tue pour des stocks de ravitaillement et le verrouillage de la mer Rouge.

Le pessimisme naît souvent de la conscience de cet état des forces. Que représentons-nous face à ces fusées, ces moteurs, cette électritonnes de métal, ces mégawatts d'énergie, ces kilotonnes d'explosif ? Beaucoup sourient lorsque nous parlons de nous affronter à de telles puissances. D'une certain façon, ils ont raison : nous ne pouvons imaginer une victoire militaire contre une armée constituée.

Pourtant, cette armée, ces chars, ces fusées, ces moteurs, cette électricité et ce carburant ne naissent pas des États dont ils sont le bras armé. Ils sont le produit de la société civile, c'est-à-dire de nous tous, du voisin de palier comme des gens que nous voyons dans la rue, de toi qui lis la *Soli.*

Là, et là seulement, se trouve notre champ d'action. Aujourd'hui plus encore qu'hier – au temps du fusil à aiguille ou de la mitrailleuse Hotchkiss – la seule perspective révolutionnaire est une perspective civile et de masse. Seul un mouvement énorme d'un très grand nombre de personnes peut ébranler la force brute et mécanique des États. Plutôt en les disloquant qu'en les affrontant directement ; après une longue période de mini-guérillas sociales et par la conjonction d'une multitude d'actions remettant tout à la fois en question les mœurs, les lois et les forces de répression. Le démantèlement de l'appareil d'État passe par un long travail de sape, qui va de la grève ouvrière active, à la contestation dans les lycées et collèges en passant par les communautés brisant la famille traditionnelle, les radios libres, les revendications écologiques, la volonté démocratique exprimée par les revendications régionalistes.

Un camarade écologiste disait récemment que l'air du temps était à l'écologie ; il nous semble plutôt que l'air du temps est à l'anti-autoritarisme – dont l'écologie n'est qu'un volet – et que cette sensibilité anti-autoritaire qui prend corps peu à peu sous nos yeux peut devenir une grande force. Même les vieux staliniens l'ont compris. Leur discours de racolage ne se fait plus au son du tambour des bataillons ouvriers, du parti d'acier, du militant d'avant-garde, mais de la démocratie, voire de l'autogestion.

Quel peut-être notre rôle, à nous travailleurs libertaires ?

De nous investir dans ce mouvement, d'être dedans, si j'ose dire, comme un poisson dans l'eau. D'y être un ferment et d'y parler de syndicalisme révolutionnaire et de communisme libertaire. D'impulser aussi, à l'organisation, à la démocratie directe, à la formation. Et de bien situer l'ennemi : le capitalisme, l'État et ceux qui se préparent à remplacer la bourgeoisie.

Pouvons-nous encore nous replier sur des attitudes sectaires ? Combien n'a-t-on pas rencontré de libertaires, ou prétendus tels, cassants, méprisants, croyant se hausser au-dessus des foules, dans les nuées de leur anarchisme cérébral, sans doute se rêvant, se rêvant seulement, Makhno ou Durruti !

Des étapes sont nécessaires sans doute ; la première est de nous organiser, plus simplement de nous connaître, d'établir des liaisons permanentes de discussions et de collaboration pour rendre le travail individuel et collectif plus efficace.

Nous avons proposé au mouvement de s'unifier dans l'A.I.T. L'idée progresse. Elle progresse parce qu'elle est un projet d'union des travailleurs libertaires et non la cause de nouvelles divisions.

Ce projet n'est pas volontariste ; il correspond à la nécessité aujourd'hui d'offrir à cette nébuleuse de révoltes une perspective, un but à atteindre.

Et puis maintenant, nous savons que nous ne sommes plus seuls. Un peu partout en Europe bouillonne de nouveau le syndicalisme révolutionnaire.

Il y a quelques jours, des ouvriers soviétiques ont fait savoir qu'ils voulaient créer un syndicat, pour la défense des droits des travailleurs en Union soviétique.

Beaucoup désespéraient des travailleurs des pays de l'Est ; on sait maintenant que la vieille revendication d'organisation est présente aussi là-bas. Nous apprendrons un jour comment ils se sont regroupés, comme nous lisons de quelle manière, il y a plus de cent ans, ont commencé à se réunir pour se défendre nos camarades du XIXè siècle.

Sous les bottes des douaniers et des gardes-frontières court le fil rouge de l'organisation ouvrière. Tout espoir n'est pas perdu.

RFA

les mili

se dévelo

A la suite de l'enquête sur la revue ouest-berlinoise « info-Bug », journal d'informations des « Groupes berlinois non dogmatiques, l'imprimerie « Agit-Druck », qui imprime entre autres pour Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft Berlin, Postgewerkschaft, Humanistische Union, Mieter, Stadtteil, Bürgerinitiativen, Rote Hilfe, Frauengruppen, etc..., ainsi que pour différentes paroisses de l'Église évangélique, a été perquisitionnée le 17 octobre 1977, les machines saisies et l'annulation de cette saisie n'a été obtenue qu'après de nombreuses démarches.

Dans la semaine qui suivit, quatre imprimeurs furent arrêtés, leurs domiciles perquisitionnés. Trois d'entre eux sont toujours emprisonnés, Jutta Werth, Henning Weyer et Gerdi Voss. Un quatrième a été remis en liberté provisoire après avoir versé une caution de 10 000 D.M. Dix autres personnes de l'imprimerie font aussi l'objet de poursuites.

Le parquet leur reproche d'avoir soutenu des associations de terroristes, contrevenant ainsi au récent paragraphe 129 du Code pénal, pour avoir imprimé la revue « Info-Bug » qui fait elle-même l'objet de poursuites, pour être selon le procureur « le porte-parole des associations de terroristes, RAF, Mouvement du 2 juin et cellules révolutionnaires ». Les rédacteurs de cette revue, qui ne sont pas en prison, n'ont fait que leur devoir de journalistes, en rendant public, ce qu'a fait également sans être inquiétée toute la presse bourgeoise, ce qui se passait dans les prisons politiques : grèves de la faim, communiqués des prisonniers, etc.

Les nouveaux paragraphes – inconstitutionnels ! – 88a à 130a du code pénal de la république fédérale d'Allemagne restreignent considérablement la liberté d'information, d'expression et d'opinion. Leurs conséquences apparaissent déjà monstrueusement : actuellement, tout commentaire, même avec réserve, sur une affaire de terrorisme peut être apprécié par l'État ouest-allemand comme un soutien à la terreur. (Voir la polémique avec la presse française et plus particulièrement « Le Monde », au moment de « l'affaire Schleyer »). Mais ces nouvelles mesures pénales restrictives de liberté, ne satisfaisant pas suffisamment le censeur, il va plus loin, il étend l'application des nouvelles lois aux imprimeurs, assimilant leur travail à un crime, ce qui est sans précédent dans l'histoire encore jeune de la république fédérale d'Allemagne. Qui plus est et par conséquent, la violence d'État demande aux imprimeurs de faire un travail de censure sur les textes qui leur sont confiés.

Voilà ce qui se passe actuellement en Allemagne. Jusqu'ici les syndicats ouest-allemands de la presse et de l'imprimerie n'ont répondu que par de courts arrêts de travail et par quelques souscriptions. Ont-ils compris quel était l'enjeu aujourd'hui ? C'est toutes les libertés publiques qui sont maintenant en question, et pourtant nous savons combien elles sont formelles et d'apparence. La volonté de contrôle de l'État allemand passe par la criminalisation de toutes expressions un peu originales, cela rappelle de mauvais souvenirs.

Lors de la dernière grève des imprimeurs en 1976, certains imprimeurs furent condamnés pour avoir refusé d'imprimer des articles provocateurs contre la grève de leurs collègues de I.G. Druck und Papier. Sans que les grévistes aient même la possibilité de faire connaître les raisons de leur grève dans la presse.

Pour toute correspondance : Euer Kommitee für die Befreiung der Agit Drucker, 1 Berlin 61, Mehringdamm 99.

la répression contre

itants ouvriers

ppe

Afin que notre syndicat puisse poursuivre le combat dans de bonnes conditions, il nous reste encore à exclure les collègues suivants...

PEU de temps après la publication des fameux décrets anti-terroristes du gouvernement Brandt, la chasse aux militants syndicaux particulièrement actifs commença, mais cette fois à l'initiative de directions syndicales. Le tort de ces militants était de défendre les travailleurs sur des bases jugées trop radicales en haut. On ne s'étonnera pas d'apprendre que ceux qui vont faire l'objet des quelques mesures dont nous ferons état plus loin sont la plupart du temps des sociaux-démocrates de gauche, des communistes autres que ceux du PC officiel (DKP ou SEW à Berlin) ou tout simplement des syndicalistes indépendants.

Le mouvement étudiant, la révolte des jeunes dans les années 60 et plus encore la forte sensibilité du capital ouest-allemand à la conjoncture de crise mondiale avec pour conséquence la croissance spectaculaire du chômage et les grandes grèves entre 1969 et 1973 ont créé à la base des syndicats un « désordre » considérable.

De plus en plus de travailleurs rouspètent et ce faisant perturbent le sommeil des permanents syndicaux. Parfois cela va même jusqu'à l'insomnie ; alors on se fâche.

Cela dit, le choc de la lutte de classe réelle secoua en premier la fédération des travailleurs du livre (I.G. Druck und Papier). Cette fédération était traversée par de forts courants syndicaux de gauche. La grève générale de la presse lancée par cette fédération en 1975 devait se traduire par la suite par l'émergence d'un haut niveau de mécontentement de la part de la base.

La direction de la fédération du livre entreprit à la suite de cette grève toute une série d'exclusions.

C'est à partir de cette affaire que la direction du D.G.B. adopta les prétendues « résolutions sur les incompatibilités ». Ces résolutions peuvent être interprétées comme pendant syndical des décrets fédéraux sur la lutte anti-extrémistes.

Elles mentionnent tout simplement que l'adhésion à des organisations de gauche extrémistes ainsi qu'à tout groupe similaire situé à la gauche du PC officiel – lequel n'est pas visé par lesdites résolutions – est INCOMPATIBLE avec l'adhésion syndicale. Cela a pour conséquence directe que toute tentative d'expression d'une autre tendance que la tendance officielle du D.G.B. sera suivie d'exclusion. L'enjeu est de taille car dans cette affaire sont visées en premier chef les listes syndicales d'opposition aux permanents en fonction depuis des décennies lors des élections professionnelles.

Les staliniens du D.K.P. seront alors tolérés dans les syndicats et pour ce faire manifesteront une discipline absolue et une subordination sans nuances aux directions syndicales en place. On ne s'étonnera pas d'apprendre qu'ils deviendront vite très habiles dans la dénonciation des militants syndicalistes d'opposition et appuieront l'introduction des procédures d'exclusion.

Dans la foulée, la direction social-démocrate leur attribuera un nombre important de postes de permanents intermédiaires. Parallèlement à la mise en pratique des résolutions sur les incompatibilités, les directions syndicales allaient s'en prendre aux bastions de la démocratie syndicale.

On commencera par réduire au minimum les groupes de rouspéteurs et de jeunes syndicalistes de gauche ; les droits des « simples adhérents » allaient être sérieusement amputés, par exemple droit d'expression dans les réunions, autonomie dans la confection des tracts et des journaux de boîtes.

Dès lors, les tracts devront avoir l'aval du syndicat, pénible censure qui conduit parfois à des situations burlesques du genre : après l'accord laborieux du syndicat, le tract peut être distribué, mais cela fait bien longtemps que l'événement est passé ; tout le monde est au courant et le tract, pourtant « syndicalement correct », ira à la poubelle !

Les exclusions de syndicats se feront au mépris de toute consultation des adhérents et pour cause.

Si l'on peut manifester devant les tribunaux contre la loi sur les interdictions professionnelles, contre les exclusions syndicales jamais : car en RFA, tout ce qui a trait au droit d'association s'applique aux organisations syndicales comme du reste au Bayern et ses footballeurs !

L'exclusion a de graves conséquences pour ceux qui sont frappés : elle signifie indirectement licenciement de l'entreprise ; l'exclusion des syndicats n'est qu'une interdiction professionnelle déguisée.

Exclusion du syndicat de l'enseignement de Berlin

Le point culminant de ce « grand mouvement » a été sans conteste l'exclusion du syndicat berlinois de la fédération de l'Enseignement et des Sciences, G.E.W., il y a deux ans.

De par leur forte politisation, les professeurs. les travailleurs sociaux et les chercheurs de Berlin se sont refusés à reprendre à leur compte le RÉGLEMENT FÉDÉRAL du G.E.W., lequel contient toutes les limitations des droits des adhérents faisant suite à la mise en place des trois fameuses résolutions sur les incompatibilités.

Il existe aujourd'hui deux syndicats de l'enseignement à Berlin : le vieux syndicat (8000 membres), animé principalement par la gauche du S.P.D. et les gauchistes, et le nouveau-né de la fédération nationale (3000 adhérents) dans lequel sociaux-démocrates de droite et staliniens se serrent rageusement les coudes.

C'est le « vieux syndicat » de l'enseignement qui a pris l'initiative de la grande manifestation du premier mai à Berlin (plus de 10 000 personnes) à laquelle se sont associés un certain nombre de groupes d'usines exclus par leur syndicat.

Pendant cette manifestation, le D.G.B. organisait dans une salle fermée un spectacle macabre avec discours, divertissements et musique de Mozart.

Seule, la fèderation de la Chimie (I.G. Chemie) organisa une manifestation devant l'usine de Heechst dont les trois quarts des travailleurs doivent être licenciés en raison des « rationalisations » en cours.

Quelques exemples significatifs de la vie syndicale en RFA

Dans le syndicat berlinois des services publics, l'organe de direction le plus bas fut longtemps le groupe d'entreprise, éventuellement l'assemblée des adhérents. Il y a deux ans, la direction syndicale mit en place le prétendu « principe des gens de confiance » qui institue le groupe des gens de confiance comme groupe dirigeant au lieu et place de la section syndicale et des adhérents.

Comme ces gens de confiance sont dans la majorité des cas les élus sur les listes syndicales officielles lors des élections professionnelles, cela revenait donc à donner la direction des affaires au seul collège des élus.

Les groupes d'entreprises ou encore les groupes d'adhérents furent défaits de tout pouvoir ; la démocratie à la base fut remplacée par la délégation de pouvoir sans contrôle de la base. Les débats consécutifs à l'application de cette mesure ne sont pas encore clos.

A la clinique de Steglitz, on aboutit, à la fin de l'année dernière, au réglement suivant :

– Seul le collège des militants de confiance prend les décisions ;

– Les réunions des adhérents ne sont plus publiques (les adhérents exclus et les sympathisants inorganisés ne doivent plus y participer) ;

– Les simples syndiqués peuvent s'adresser au collège des militants de confiance une demi-heure avant le début des réunions des-dits militants ; il ne leur est pas permis de participer aux délibérations du collège des militants de confiance ;

– La convocation d'une assemblée des adhérents requiert l'aval de l'organisation syndicale.

Au cours d'une réunion d'adhérents qui devait trancher sur cette question, le tumulte et l'agitation furent tels que le permanent syndical présent décréta la dissolution de l'assemblée (il n'eut pas besoin pour ce faire d'autorisation préalable !). Le motif officiel invoqué par ce démocrate peut se résumer en cette formule : présence d'un exclu du syndicat dans l'assistance !

Emmenant avec lui une petite minorité de droitiers bien connus, notre permanent quitta l'assemblée. Cette dernière devait adopter le compte-rendu de la réunion, et vota une motion de solidarité avec les camarades du syndicat de l'enseignement de Berlin exclus de la G.E.W. La direction du syndicat O.T.V. ne désarma pas pour autant ; elle engagea envers les huit militants de confiance ayant signé la motion lors de l'assemblée des syndiqués la procédure d'exclusion. Ils reçurent une lettre du syndicat leur demandant de certifier s'ils associaient leurs signatures à la dite pétition. Le tout suivi de menaces claires d'exclusion.

Après qu'ils eurent répondu collectivement par une lettre de protestation, ils furent conviés à une franche discussion à la direction de la fédération.

Cette discussion, nous devrions dire plutôt cet interrogatoire, dégénéra lorsque nos procureurs syndicaux empêchèrent les nombreux syndiqués de la clinique de Steglitz de pénétrer dans l'immeuble de la fédération. Les permanents menaçèrent alors de faire intervenir la police pour expulser les travailleurs de l'immeuble de la fédération.

Entre-temps, plus de quarante travailleurs de la clinique de Steglitz avaient envoyé à la fédération une lettre de protestation contre les mesures prises à l'égard des huit délégués de la clinique.

Aussi sec, des lettres menaçantes furent envoyées à ces quarante personnes par le secrétariat de la fédération disant en gros ceci : une procédure d'exclusion leur serait notifiée au cas où ils ne retireraient pas leurs signatures de la fameuse pétition. Cette folie furieuse qui revient à exclure la totalité de la base syndicale, voire le syndicat tout entier comme dans le cas du G.E.W. de Berlin, devait conduire dans le cas présent à un très fort mouvement de solidarité parmi les travailleurs des hôpitaux.

L'union des médecins, adhérente à l'O.T.V., se solidarisa avec les exclus.

De tels faits n'ont pas été l'exclusivité de la clinique de Steglitz. Récemment, un permanent fédéral faisait la tournée systématique des hôpitaux, discutant avec les militants, examinant les comptes-rendus de réunions, des hôpitaux, discutant avec les militants, examinant les compte-rendus de réunions, notant tout ce qui se dit, et surtout repérant les éléments suspects.

Cela fait maintenant partie de son métier syndical.

Mais parce qu'un délateur professionnel ne suffit pas, c'est maintenant au tour des secrétaires des collèges de militants de confiance à se transformer en gendarmes et mouchards syndicaux.

En guise de conclusion, nous reprendrons ce mot d'un petit permanent du syndicat O.T.W. de Berlin pour caractériser la situation syndicale en RFA : « Comme militant de confiance, on doit se demander si on doit servir les intérêts du syndicat ou ceux des camarades ! ».

L'INTEGRATION DANS LE CAPITALISME

Le mouvement syndical allemand est profondément intégré dans l'économie capitaliste. Outre les milliers de cadres syndicaux qui assument des « fonctions responsables » dans l'industrie, la banque syndicale (Bank für Gemeinwirtschaft) est la quatrième banque de la R.F.A. Elle a débuté comme institut chargé de gérer les fonds syndicaux, et s'est rapidement transformée en banque d'affaires. Une société de construction, Nouveau Foyer (Neue Heimat) destinée à l'origine, grâce aux fonds syndicaux, à promouvoir la construction de cités ouvrières, s'est transformée en société immobilière. La plus puissante actuellement en Allemagne, elle construit de tout : hôtels de luxe, appartements pour millionnaires, yachts et habitations à loyer modéré.

Les managers des organisations syndicales ont leur place à côté des patrons traditionnels.

LES « HOMMES DE CONFIANCE »

Les délégués du personnel ont tendance à avoir des positions autonomes par rapport aux syndicats. Ces derniers, dans la métallurgie et la chimie, ont créé dans les entreprises un réseau d' « hommes de confiance » (Vertrauenkörpersitzungen). Elus par les syndiqués ou désignés, leur fonction consiste à « aider les délégués du personnel dans leur travail », c'est-à-dire à essayer de contrecarrer l'action autonome des D.P.

Ce contrôle est quasi impossible car les D.P., bien que syndiqués, sont, grâce à la loi de 1952, largement indépendants du syndicat. Ce sont en outre les D.P. qui, grâce aux facilités dont ils disposent, assurent le travail de syndicalisation : ramassage des cotisations, distribution des tracts, des journaux, etc. Les D.P. disposent des informations patronales et apparaissent, plus que les « hommes de confiance », comme les défenseurs des salariés. Lorsque la direction centrale du syndicat négocie avec le patron et cherche à prendre la température de l'entreprise, elle s'adresse en premier lieu aux délégués du personnel.

PTT

GREVE AU TRI CRETEIL

POURQUOI la grève au centre de tri de Créteil ? Parce que le 27 octobre 1977, François Llamas, vacataire depuis le 4 du mois, est licencié. Les sections syndicales de la CFDT et de la CGT demandent sa réintégration ; les travailleurs estiment que leur camarade a été renvoyé pour activité syndicale. La direction refuse. Les travailleurs du centre de tri décident de maintenir eux-mêmes François Llamas à son poste.

Le 31 décembre, François Llamas est convoqué au tribunal des référés. Il s'y rend accompagné des camarades du centre de tri et de son avocat. Le tribunal lui ordonne de quitter le centre.

Malgré cet ordre, François est maintenu au centre de tri.

Le 28 janvier 1978, François est convoqué au commissariat. Sur le conseil de son avocat, il ne s'y rend pas et, le même jour à 15 heures, une délégation de cinquante travailleurs se rend à la direction départementale pour exiger sa réintégration. La direction refuse.

Devant cette nouvelle provocation, la délégation, appuyée par les camarades du service de nuit, décide de débrayer. Deux cents travailleurs occupent les locaux de la direction. A minuit, les flics arrivent et expulsent les travailleurs. A l'unanimité, les deux cents travailleurs décident l'occupation du centre de tri.

Se trouve ainsi posé le problème des vacataires de la fonction publique. Le gouvernement, les grandes administrations publiques sont en effet en train de se fabriquer à bon compte un réservoir de main-d'œuvre avec lequel ils espèrent faire pression sur les travailleurs de la fonction publique. Le plus souvent, le vacataire est au chômage depuis plusieurs mois, ou bien il n'a jamais travaillé. Il ne gagne que 1350 F par mois ; il ne sera jamais titularisé. Son contrat pourra être renouvelé seulement trois fois, à chaque fois pour trois mois, à condition qu'il ne revendique pas et qu'il accepte sans discussions ni murmures toutes les tâches qui lui sont commandées.

Les travailleurs sans statut, à contrat temporaire, intérimaires, saisonniers, vacataires du Plan Barre, auxiliaires et stagiaires de toute sorte, sont des moyens employés par le patronat et l'État pour affaiblir les travailleurs, afin de bloquer l'embauche de travailleurs à contrat permanent, limiter les effectifs, exercer du chantage à l'emploi, diviser les travailleurs, briser les avantages et les acquis que les travailleurs ont obtenu par leurs luttes.

Outre le problème de simple solidarité, la réintégration de François Llamas est le moyen de faire reculer le pouvoir.

Solidarité avec les travailleurs du centre de tri de Créteil !

Réintégration de François Llamas ! Levée de toutes les inculpations !

Quand nous mettions sous presse, le conflit n'était pas terminé et nous n'en connaissions pas l'issue. De toute façon, cette lutte ne sera pas oubliée. Rappelons-nous qu'avant Lip, les travailleurs de notre génération ne savaient pas s'opposer de manière efficace à une fermeture d'entreprise ; aujourd'hui, pour la première fois, des travailleurs pour s'opposer à un licenciement ont pris en charge un de leur camarade licencié et lui ont permis de continuer à travailler. Ils ont retiré au patronat, ici l'État patron, une de ses prérogatives les plus importantes, le droit de licencier. Saluons les travailleurs du centre de tri de Créteil, ils viennent d'armer le prolétariat d'un nouveau moyen de lutte.

les syndicats

SANTE

MANIPULATION

Comme beaucoup de secteurs professionnels, le secteur sanitaire et social a connu une faible mobilisation durant le trimestre 1977, sauf dans les écoles de formation des travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants, moniteurs éducateurs). Cette mobilisation s'est faite sur deux problèmes : les bourses (faibles et difficiles à obtenir) et le statut (de travailleurs en formation et non d'étudiants).

Dès le 4 octobre 1977, l'école de Cæn se met en grève ; celle-ci dure jusqu'à fin novembre et aboutit à une victoire : bourses pour tous et conventions de stage. A tour de rôle, d'autres écoles entrent en lutte (Paris, Toulouse, Vaugrigneuse). Les actions sont menées à partir d'assemblées générales souveraines et sont coordonnées aux niveaux régional et national. Les sections syndicales C.F.D.T., très présentes dans ces écoles, participent massivement au mouvement de lutte sans pour autant essayer de le récupérer et de lui coller l'étiquette C.F.D.T.

Mais cela ne plaît guère à la fédération C.F.D.T., et elle va le prouver :

— elle appelle à une journée de grève le 2 décembre dans tout le secteur, mais il n'y aura aucune mobilisation,

— le 7 décembre, date d'une négociation de la convention collective, une manifestation a lieu dans la cour du syndicat employeur ; cette manifestation est appelée par le mouvement et la région parisienne C.F.D.T. santé-sociaux. Elle a pour objet de soutenir la négociation sur l'augmentation du point et de demander la discussion d'un avenant à la convention collective, définissant le statut et le salaire des travailleurs sociaux en formation.

Pendant ce temps, la fédération est allée au ministère demander l'ouverture de négociations...

Le 13 décembre, le mouvement appelle à une manifestation nationale des travailleurs en formation et des professionnels, avec meeting devant le ministère. La fédération appelle à suivre cette action, mais la circulaire est envoyée aux sections le 10 !

En fait, lorsque la manifestation arrive devant le ministère, les représentants de la fédération sortent avec un rendez-vous pour le 22 décembre. Quand la délégation de la manifestation demande à être reçue, un secrétaire lui propose de laisser son numéro de téléphone...

Les manifestants, mécontents — c'est le moins que l'on puisse dire — se proposent de ne pas perdre complètement leur journée en allant manifester à la fédération et en occupant ses locaux. Cette bonne idée n'aboutira pas, des militants « responsables » dispersant la manifestation.

Avec de telles pratiques, comment la fédération espère-t-elle conserver de jeunes adhérents et attirer de nouveaux professionnels ?

Nos camarades du groupe des travailleurs anti-autoritaires pour l'abolition du salariat nous font savoir qu'ils viennent de sortir le numéro 2 de leur revue : LE TEMPS DES CERISES.

Pour information, abonnements et contacts, écrire à : Dumas Claudy « Le Bois » — Villemontais — 42 370 Renaison.

C.N.T. DE ESPAÑA

Pour la solidarité avec nos camarades de la C.N.T., l'Alliance syndicaliste a édité des bons de soutien à 10 F dont le montant sera transmis directement.

Envoyer les chèques avec la mention *« Soutien à la C.N.T. »* à

D. VAÇULIK, B.P. 40,
77340 PONTAULT-COMBAULT.

CFDT :

LA COURROIE QUI PATINE ...

« Le vote majoritaire à gauche de la population paraît dénoter plus un rejet de la majorité actuelle qu'une adhésion au programme commun, (...) ou un soutien aux propositions de la gauche. Là réside certainement une des ambiguïtés de la victoire hypothétique de la gauche ».

Jacques Moreau, responsable du secteur politique de la CFDT, inclut ces phrases dans le rapport qu'il présentera au prochain conseil national de cette organisation ; il continue par :

« Quel que soit le résultat des élections, une certitude s'impose ; la nécessité d'une mobilisation des salariés sur les problèmes réels qu'ils doivent affronter quotidiennement. C'est à cette condition que nous pourrons imposer la prise en compte par le gouvernement des intérêts et des besoins des salariés ».

Jacques Moreau aurait-il tout à coup été touché par le virus des coucous basistes que l'on sait très contagieux ces temps derniers à la CFDT ? Voilà bien des grimaces, alors que les derniers sondages donnent milieu janvier 1978, 51 % des intentions de vote à la gauche et l'extrême gauche contre 44 % à la droite ! Qu'attendent donc pour pavoiser ceux qui depuis des années proclament haut et fort que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs passe obligatoirement par « une issue politique de leurs luttes » ?

L'issue en question semble à portée de main. En outre, la mauvaise humeur de M. Marchais, exmétallurgiste et secrétaire général du PCF, reste incomprise de l'opinion publique, qui compte voter pour les socialistes et les radicaux de gauche à coup de 28 % des voix. Voilà encore qui devrait réjouir ceux qui ont autant appelé à la constitution d'un parti socialiste ouvrier de masse...

Ou alors, on a peur ! Peur de s'être trompés ? Ou plutôt d'avoir trompé les autres, ceux que dans les locaux syndicaux on appelle les camarades des entreprises ? Lesquels vont bientôt pouvoir juger sur pièces.

Déjà, le bilan n'est pas brillant, si on en croit Jacques Moreau : « L'affirmation du débouché politique des luttes nous a entraînés, dans le cadre français, à privilégier l'action gouvernementale et nationale et a eu pour conséquence de renforcer les tendances à privilégier l'action syndicale à ce niveau. Il faut se demander si cette pratique est pertinente avec l'analyse de l'émergence (...) des multinationales et de la restructuration industrielle à laquelle le capitalisme procède depuis ces dernières années. »

Plus simplement, le débouché politique – compris comme gouvernemental et national – n'est-ce pas mettre à côté de la plaque ? Et,bien sûr, cette erreur s'est payée puisque « notre action n'a-t-elle pas été conçue (...) comme principalement destinée à marquer une opposition résolue à la majorité gouvernementale et au patronat plus que comme une offensive tout terrain pour arracher des avantages divers ? »

Moreau continue en précisant que ce type de démarche s'est concrétisé par des actions nationales de protestations, grèves de vingt-quatre heures et autres.

« Le résultat, c'est que les salariés constituent une force de protestation indiscutable. C'est le mode d'insertion du salarié dans la société et sa reconnaissance. (...) Mais c'est largement insuffisant et dangereux, parce que la pression est épisodique et ne s'attaque pas à l'ensemble des centres de décision économiques et sociaux. »

Oui, nous lisons bien : l'objectif de conquête du parlement a amené les organisations syndicales à transformer la volonté de lutte d'un grand nombre de travailleurs pour obtenir des avantages concrets en mouvements rituels de protestations qui mènent à une « globalisation » vidant « de tout contenu concret les demandes » et qui s'achèvent par « une certaine passivité des salariés ».

En clair, leur activité a démobilisé les travailleurs ! Il n'ajoute pas : Nous avons aussi réprimé un certain nombre de militants à Paris, à Bordeaux, à Vénissieux et récemment à Lyon parce qu'ils défendaient ce que je développe aujourd'hui.

Créditons au moins Jacques Moreau d'honnêteté intellectuelle, parce qu'il parle de de choses qu'habituellement on ne susurre que dans les buvettes des salles de congrès.

Et maintenant ? Après cette mise au point, que propose-t-il ? Quelle politique, quels objectifs ? Que faire ?

Rien ! Rien de nouveau en tout cas. Des généralités sur la nécessité de négocier avec le patronat, sur l'obligation d'« affirmer la présence du monde du travail » et de développer l'« union dans le cadre de l'union des forces populaires ».

Ou alors Jaques Moreau est bien embêté. Il n'est pas facile de changer de politique après qu'on a aidé les vieux crabes de la social-démocratie à remonter en selle avec l'appui des jeunes loups du CERES en guise d'étrier ; après qu'on a bénéficié de ce mouvement des travailleurs qui en 1972, 1973, sur la lancée de mai 68, se battait, inventait, combattait vraiment le capitalisme ; après qu'on a créé dans la jeune CFDT un appareil dont on connaît les diverses petites crapuleries.

On reste malgré tout étonné. Y aurait-il cru un peu, notre Jacques Moreau, responsable du secteur politique ? Aura-t-il fallu la chicanerie des partis de gauche, leur avidité à occuper le plus de sièges parlementaires, leur désintérêt aujourd'hui visible par tous – même par Jacques Moreau – de la vie des travailleurs en regard de l'extension de l'influence de leur propre appareil, la volonté de puissance de leur personnel politique, par tous les moyens, aura-t-il fallu tout ce déballage d'appétits pour qu'il réalise que les travailleurs n'ont pas d'autres alliés que les autres travailleurs, que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, et qu'oublier cela c'est servir d'autres intérêts, ceux du patronat actuel, ou ceux du patronat futur.

Moreau cite pourtant son programme, ce pour quoi il se bat : « Un emploi utile pour chacun, la réduction de toutes les inégalités, l'amorce d'un processus de véritable décentralisation dans tous les domaines de la société. »

Ça ne vous rappelle pas Edmond Maire, en 1972 : « Il y a deux grands courants socialistes : celui qui est jacobin, centralisateur, autoritaire s'est établi dans les pays de l'Est ; l'autre, c'est le socialisme libertaire, anarcho-syndicaliste, autogestionnaire, c'est celui que nous représentons. Il n'a pas à dire s'il choisit entre le socialisme jacobin ou la droite ; il se choisit lui-même ». « Nous avons choisi, aurait pu conclure Jacques Moreau. Nous avons choisi la social-démocratie ! »

EDITORIAL

DANS le numéro d'avril 1977 de « Solidarité Ouvrière », nous disions, au sujet de la première querelle survenue entre Chirac et Giscard, que « la classe dominante n'est pas homogène, elle est parcourue de contradictions qui correspondent aux intérêts des différentes couches de la bourgeoisie, qui se battent entre elles pour l'hégémonie dans l'appareil d'État ».

Entre-temps, Chirac a obtenu un gros susucre, la Mairie de Paris, et il s'est un peu raccommodé avec Giscard, mais c'est le PC et le PS qui se sont fâchés. Alors, nous avons essayé de montrer que ce qui est valable pour la majorité l'est aussi pour l'opposition : cette dernière non plus n'est pas homogène et d'importantes contradictions d'intérêt la divisent, auxquelles correspondent nécessairement des oppositions de stratégie politique, voire de programme.

Depuis peu, le PC et le PS ont eu le temps de se réconcilier un peu, et la majorité de se refâcher. Notre boule de cristal n'a pas été en mesure de nous dire quand tous ces chassés-croisés et ces entrechats vont cesser.

Aujourd'hui, Chirac dénonce le « Front anti-RPR » constitué par les partisans de Giscard, les centristes et les radicaux. Dire de ces scènes de ménage qu'elles relèvent du cirque et du music-hall n'est pas une formule de style, puisque Chirac, dans une diatribe contre ses alliés de la majorité, avertissait « les courtisans et les bouffons d'avoir à quitter la scène ».

Après que Paul Laurant, dirigeant du Parti Communiste, eut défini le Parti Socialiste comme un parti « bourgeois dans la totalité de ses dirigeants », le PC déclare aujourd'hui par la bouche de Georges Marchais « nous voulons gouverner avec nos camarades socialistes ».

Est-il possible de faire une démonstration plus claire de la véritable politique menée par le PCF ?

Est-il nécessaire de préciser qu'une telle politique n'a rien, absolument rien à voir avec la classe ouvrière ?

chronique de la terreur

LE 22 novembre dernier, M. Cyrus Vance, secrétaire d'État américain, arrivait au Brésil. Ce même jour, on découvrait dans la banlieue de Rio de Janeiro 7 cadavres criblés de balles. Ils avaient été préalablement torturés par l'Escadron de la Mort, auteur de 200 assassinats l'année passée.

Washington doit fournir 54 tonnes d'uranium enrichi au Brésil. Mais n'allez pas croire des choses désobligeantes sur le compte de Cyrus Vance : il est très soucieux de la question des droits de l'Homme. Une de ses assistantes avait remis quelque temps avant sa visite au gouvernement argentin une liste de 7500 personnes disparues, assassinées ou détenues.

A propos de l'Argentine, un envoyé spécial du Président de la République y fut envoyé : il s'agit de l'ancien chef des terroristes d'État Poniatowski, qui remit au général Videla un « message d'amitié » et qui fit à la presse la déclaration suivante :

« La première condition des droits de l'homme et de la liberté et du progrès, c'est d'extirper le terrorisme auquel nous sommes tous soumis (...) le terrorisme constitue une situation de guerre et tous les États sont solidaires pour le combattre. La France est solidaire de toutes les luttes contre le terrorisme ».

On se rend beaucoup visite en ce moment entre hommes d'État. Ainsi, le shah d'Iran est allé faire un petit tour aux États-Unis, où il a été très bien reçu par Jimmy Carter, protecteur bien connu des droits de l'Homme, mais plutôt mal par les manifestants. Ça se passait le jour même où la France extradait Klaus Croissant... Il paraît qu'à Washington, les bagarres entre manifestants et policiers rappelaient en ampleur les émeutes raciales ou les manifestations contre la guerre au Vietnam. Les nuages de gaz lacrymogène venaient même chatouiller les narines de l'impérial visiteur, à la Maison-Blanche. Pour expliquer la manifestation, disons que l'Iran concurrence sérieusement l'Argentine et le Brésil sur le plan du mépris des droits de l'Homme. Pour expliquer la visite, citons les 6 ou 8 centrales nucléaires et la centaine d'avions militaires que les États-Unis doivent livrer.

Après Washington, Paris. Aucune manifestation notable ne vint troubler la sérénité des entretiens du shah et de Giscard, si soucieux lui aussi des droits de l'Homme, surtout si l'homme en question est un capitaliste. L'enjeu, cette fois-ci, c'est deux centrales nucléaires, une usine de montage Peugeot, une dizaine d'Airbus.

Ah ! Et puis surtout, le shah s'est engagé, à Washington, comme à Paris, à prendre position, au sein de l'Organisation des pays producteurs de pétrole, contre la hausse du prix du brut.

Alors, les droits de l'Homme, vous savez...

Brochure de *SOLIDARITE OUVRIERE* :

LA CRISE DE L'IMPERIALISME EN AFRIQUE DU SUD

5 F port compris.

Coopérative Solidarité ouvrière
99, rue Jean-Pierre-Timbaud
75011 PARIS

URSS

OPPOSITION OUVRIÈRE

A l'occasion du centenaire de la naissance du dirigeant bolchevik Djerjinski, ancien chef de la Tchéka, l'an dernier, le commandant du KGB soviétique déclarait que les dissidents, tous des intellectuels, « ne cherchent qu'à s'adresser aux seuls étrangers et ne se risquent pas à pénétrer dans les usines d'où les ouvriers les chasseraient sans ménagements ».

Quelques petits faits survenus récemment, et qui ne sont probablement que la partie émergée de l'iceberg, sont venus démentir cette affirmation policière un peu trop confiante. Vladimir Klébanov, mineur dans le Dombass, a subi quatre ans et demi de traitement psychiatrique parce qu'il a dénoncé les horaires du travail prolongé, responsables chaque année de plusieurs morts et de centaines de blessés.

Il est arrêté pour avoir tenu, fin décembre, une conférence de presse consacrée aux problèmes ouvriers et à la répression sur le lieu de travail. A peine libéré, il réorganise une autre conférence de presse sur le même thème, avec la participation de dix travailleurs.

Ce même groupe d'ouvriers annonce, fin janvier, le projet de constituer un syndicat parallèle. Dès le lendemain, la police veut arrêter Klébanov, mais l'intervention de passants et de « camarades de combat » — comme l'indique un communiqué publié ultérieurement — met en échec la tentative de la police.

En novembre, le groupe déclare qu'il est composé de quarante membres ; fin janvier, il en annonce deux cents.

Il était admis jusqu'à présent que l'opposition organisée en URSS était le fait des seuls intellectuels, lesquels, d'ailleurs, lorsqu'ils arrivent en Europe Occidentale, ne faisaient jamais mention de la situation de la classe ouvrière.

L'apparition d'une opposition ouvrière organisée en Union soviétique est certainement un des événements les plus importants de l'histoire du mouvement ouvrier de ces dernières années, la lutte contre le stalinisme et ses avatars contemporains ne pouvant être réellement efficace que si elle se développe également à sa racine, en Union soviétique.

Il nous reste à connaître les objectifs des ouvriers dissidents d'URSS : retour au capitalisme libéral ou continuation de la révolution prolétarienne stoppée en mars 1918 à Brest-Litovsk ?

Permanence région parisienne : le mardi de **18** h à **20** h

21, rue Jean-Robert, Paris-18e - métro Max-Dormoy - Téléphone 607-02-06.

☆

Region Aquitaine : écrire « Solidarité ouvrière », 7, rue du Muguet, 33-Bordeaux.

☆

Région Est
écrire au journal.

☆

Région Provence
écrire au journal

☆

Région Midi-Pyrénées
écrire au journal.

☆

Abonnement : un an : 15 F - Abonnement de diffusion, un an, 5 exemplaires par mois : 75 F ; 10 exemplaires : 130 F ; 20 exemplaires : 250 F.

☆

Adresser toute correspondance et fonds pour abonnements et soutien à :

D. VACULIK - B.P. 40
77340 PONTAULT-COMBAULT

Ne pas mentionner « Solidarité ouvrière ».

N° CPPAP : 130 D73

Directeur de la publication :
Georges YVERNEL

Imprimeurs Libres - Paris 20ème - 366 91 53